

Document

Croissance ou décroissance? (1) (04.07)

Slate.fr – 03.07

L'objectif du Cercle des économistes est de regrouper des universitaires ayant occupé ou occupant des fonctions privées ou publiques afin d'organiser un débat économique.

Le monde occidental est-il confronté à une stagnation durable tandis que le reste du monde se jette dans un capitalisme débridé.

Les rencontres 2010 du Cercle des économistes qui se déroulent du 2 au 4 juillet ont pour thème les modèles de croissance après la crise. Nous publions à cette occasion une série d'articles des principaux intervenants. Celui-ci de Jean-Marie Chevalier est le premier.

La crise économique que nous traversons a eu pour effet de remettre en cause certaines certitudes, certains modèles, dont les modèles de croissance. Les nouvelles interrogations se posent à différents niveaux: le niveau macro-économique mondial, les niveaux régionaux (l'Europe) et nationaux, le niveau des collectivités locales et celui des entreprises.

Sommes-nous confrontés à une stagnation durable et à la décroissance inéluctable de certaines activités? Quelles nouvelles formes de croissance pouvons-nous susciter? Quels sont les *business Models* du futur? Ces questions sont d'autant plus délicates qu'elles ne se posent pas de la même façon en Chine, au Vietnam ou en France, en Ile-de-France ou en Lozère. Et pourtant, chacun de ces lieux est d'une façon ou d'une autre rattaché à une économie globale mondialisée marquée par une très grande complexité, beaucoup d'incertitudes et une omniprésence des risques. Il s'agit dans cette session de balayer ces problèmes en se focalisant sur la croissance du futur, ou plutôt sur les croissances du futur. Quelles formes de croissance pour les dix ou vingt prochaines années? Soulevons ici quelques idées pour orienter les interventions et la discussion:

(i) La crise économique a mis en lumière un monde économique à plusieurs vitesses et à potentiel de croissance différenciés.

(ii) Quels modèles de croissance faut-il inventer?

(iii) Quels sont le rôle et la responsabilité des différents acteurs?

La crise et l'apparition d'un monde à plusieurs vitesses

La dynamique démographique mondiale met en lumière une partie des enjeux économiques, politiques, sociaux et climatiques des vingt prochaines années. D'un côté, les vieux pays de l'OCDE qui compteront toujours un peu plus d'un milliard d'habitants en 2050. De l'autre, les pays émergents, ou *Submergents*, dont la population va passer de 5,5 à 8 milliards d'individus d'ici 2050. D'un côté les pays riches, au sein desquels les inégalités tendent à se creuser, comme en témoigne ce que l'on appelle souvent la prolétarisation des classes moyennes; de l'autre les pays pauvres, qui connaissent cependant une croissance rapide d'une catégorie très riche. D'un côté des rigidités, des protections, des inerties, des bureaucraties qui paraissent limiter le potentiel de croissance. En France, par exemple, les estimations officielles font état d'un potentiel de croissance économique inférieur à 2 %. De l'autre côté une frénésie de développement économique, de consommation, d'accumulation de richesses. Il existe environ un milliard de véhicules automobiles dans le monde et environ deux milliards d'individus qui rêvent de conduire une voiture!

Sur le plan géographique la dichotomie entre les deux mondes est encore plus frappante. Les grands moments et les grandes violences de ce siècle vont se situer à l'Est, dans un espace compris entre Le Caire et Sakhaline, l'extrême pointe Est de la Russie. On assiste ainsi à une *Easternisation* de l'économie mondiale.

C'est une zone d'extrêmes tensions. Ce sont d'abord les tensions ethniques et religieuses exacerbées par les nationalismes. Elles nourrissent une possible prolifération nucléaire, le commerce des armes et de la sécurité. Ce sont ensuite les tensions pour l'approvisionnement en hydrocarbures, en eau et en terres arables. On voit se développer dans cette zone un capitalisme «débridé» qui n'est pas sans rappeler le capitalisme américain de la deuxième partie du XIXe siècle, celui des *Robber Barons*. Ce développement capitaliste, où se mélangent capitalisme privé et capitalisme d'État, est évidemment très porteur de croissance et de création de richesses. Il est aussi générateur de corruption et d'inégalités. Il est aussi très expansionniste, notamment pour l'accès aux ressources mais aussi parce qu'il a besoin de trouver à l'extérieur de nouvelles zones et opportunités de croissance.

De ce point de vue, ce capitalisme venu d'Asie est en train de s'implanter rapidement en Afrique, un continent richement doté dont la population va doubler d'ici 2050. Des entreprises asiatiques, privées et publiques, sont en mesure de proposer aux gouvernements africains des *packages* globaux qui peuvent combiner des investissements dans le pétrole, le gaz ou le charbon avec la construction de routes, de chemins de fer, de centrales électriques, de raffineries, d'hôpitaux, d'écoles... Ces pratiques sont souvent très bien adaptées aux structures de gouvernance locales. Les firmes asiatiques introduisent de nouvelles formes de concurrence agressive dans lesquelles la corruption, les droits de l'homme, la protection de l'environnement ne sont pas des priorités stratégiques.

Quels modèles de croissance faut-il inventer?

On voit que le modèle de croissance venu de l'Est ressemble à celui qui nous a amenés, nous les riches, là où nous sommes. C'est un modèle énergivore, peu régulé où les intérêts individuels passent avant l'intérêt général. C'est à nous, les pays riches, responsables à bien des égards de la situation actuelle de la planète qu'il appartient d'inventer des nouveaux modèles de croissance.

Essayons de dresser une liste (incomplète par définition) des critères sur lesquels nous pourrions fonder cette nouvelle croissance:

§ Education et connaissance

§ Solidarité entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas (au sens le plus large du terme)

§ Soutenabilité énergétique et environnementale

§ Qualité de vie au quotidien

Nous rejoignons par là une problématique posée par François Perroux dans les années 50 qui opérait une distinction entre les besoins d'être (le non matériel) et les besoins d'avoir (le matériel). Un retour à une problématique des besoins (la mobilité par exemple) paraît essentiel.

Bien sûr, le nouveau modèle de croissance serait toujours fondé sur la «culture» des avantages comparatifs de long terme (High Tech, qualité des biens et des services) mais il convient d'explorer sans doute davantage l'intégralité des chaînes de valeur depuis l'extrême amont jusqu'à l'extrême aval pour découvrir des opportunités nouvelles qui avaient été négligées par la culture établie. La transformation des réseaux (*Smart Grids*), le *e-business*, la valorisation des déchets constituent des gisements de croissance. Cette exploration des possibles résulte d'une nouvelle culture entrepreneuriale qu'il convient de développer et qui fait place à la diversité.

Quels acteurs pour quelles perspectives?

Les États sont encore là et ils ont un rôle à jouer. En France, le Grenelle de l'environnement marque une rupture importante et devrait contribuer à orienter la croissance économique du futur. Toutefois, l'endettement va limiter les moyens d'action des États. On peut toujours espérer qu'ils se réforment, réduisent leur budget de fonctionnement et fassent sauter les contraintes bureaucratiques qui freinent les initiatives individuelles, les créations d'entreprises, le développement des potentiels. Mais le rôle de l'État doit, quoiqu'il en soit, être encore repensé.

On peut s'attendre à ce que les nouveaux modèles de croissance soient surtout inventés par les collectivités locales et les entreprises. La combinaison de l'entrepreneuriat et de l'innovation (technologique mais aussi financière, organisationnelle et institutionnelle) est au cœur de cette nouvelle croissance. La culture de l'entrepreneuriat doit être massivement introduite dans le système éducatif. Elle doit être également introduite dans les grandes entreprises pour favoriser l'externalisation de certaines activités innovantes.

Les collectivités locales constituent un niveau particulièrement stratégique parce que les citoyens sont soucieux de pouvoir agir sur l'environnement dans lequel ils vivent au quotidien : qualité de l'air qu'ils respirent, de l'eau qu'ils boivent, du système de transport qu'ils utilisent, de l'éducation, de l'activité culturelle, de la sécurité, des services sociaux et d'animation, du traitement des déchets, de la production et de la consommation d'énergie. Tous les ingrédients sont là pour que se développent, très progressivement, des modèles de croissance différenciés qui apportent des réponses (certes partielles) aux enjeux du siècle. Il existe une «dynamique des territoires» dont le potentiel n'est pas pleinement utilisé.

Le développement de ce potentiel ouvre d'immenses opportunités pour de nouvelles entreprises, pour l'innovation et la création d'emplois non délocalisables, pour la combinaison du capital risque avec les technologies propres, pour la reconstruction de liens entre la ville et la campagne. Cette dynamique régionale est déjà très poussée dans certains États américains (Californie). En Europe, l'Allemagne, le Danemark et l'Autriche sont très en avance sur la France.

Dans les vingt ans qui viennent, différentes formes de croissance vont coexister. Une croissance vive et violente dans certaines zones qui sera troublée par des guerres et probablement des événements climatiques extrêmes. Une croissance qui pourrait être plus «douce» et plus décentralisée dans les vieux pays riches mais elle reste encore à inventer. Il faut transformer ce potentiel de croissance sous-utilisé en un formidable espoir pour nos jeunes, laissés pour compte de la croissance classique.